

La librairie féministe et LGBTQIA+ Violette and Co perquisitionnée, une dérive autoritaire inédite et préoccupante

Le 7 janvier 2026, la librairie-café féministe, lesbienne et LGBTQIA+ Violette and Co a subi une perquisition irrégulière visant à saisir des livres. Cette descente de police disproportionnée dans un lieu culturel est inédite en France et très préoccupante quant aux libertés fondamentales des librairies.

Une perquisition dans une librairie indépendante : un dispositif inédit et disproportionné

Mercredi 7 janvier, à l'ouverture de la librairie, **cinq policiers en uniforme, accompagnés d'un Procureur de la République** sont entrés dans les locaux de Violette and Co afin de procéder à une perquisition, dans le but annoncé de saisir le livre de coloriage *From the River to the Sea*.

Pendant quarante-cinq minutes, la librairie a fait l'objet d'une fouille méthodique : rayonnages inspectés, cartons de livres ouverts un à un, réserves et salle de pause fouillées devant les salarié·es présent·es sur place, choqué·es et impuissant·es. La scène est particulièrement frappante : des policiers en uniforme, armes à la ceinture, filmant les lieux à l'aide de caméras-piétons et contrôlant une trentaine de cartons de livres à la recherche d'un ouvrage qui ne se trouvait plus en stock. Au rez-de-chaussée, deux policiers, dont l'un était masqué, sont restés positionnés près de l'entrée de la librairie, empêchant l'accès aux client·es.

Après une fouille infructueuse, le procureur nous informe que nous sommes convoqué·es au commissariat du 11ème arrondissement le jeudi 22 janvier pour une audition libre, dans le cadre d'une enquête préliminaire. Nous en profitons pour demander des nouvelles de la plainte que nous avons envoyée début septembre au Procureur de la République pour les dégradations et menaces subies par Violette and Co en août dernier : après une réponse très floue, nous apprendrons quelques heures plus tard au téléphone que **notre plainte a été "perdue"**.

Dans l'après-midi suivant la perquisition, nous recevons des nouvelles du Procureur qui nous transmet, suite à nos demandes répétées, un document interne de la commission de surveillance et de contrôle des publications pour la jeunesse (CSCPJ) donnant un avis défavorable à l'importation en France du livre de coloriage *From the River to the Sea*. La maison d'édition, que nous avons contactée après la perquisition, n'avait reçu aucune notification de cet avis. Elle n'en sera informée que le 8 janvier, le lendemain de la perquisition.

Une utilisation politique de l'appareil policier et judiciaire

Au-delà de son caractère disproportionné et de l'opacité de la procédure, **cette intervention policière présente plusieurs irrégularités**. En effet, la perquisition a eu lieu sans notre consentement, ce qui dans le cadre d'une enquête préliminaire est illégal. Par ailleurs, malgré nos refus répétés et explicites de se soumettre à un contrôle d'identité, nos documents d'identité ont été pris en photos et nos informations personnelles collectées.

Le fait que les policiers comme le Procureur soient venus à l'ouverture d'un lieu mener une perquisition irrégulière en ayant une connaissance extrêmement parcellaire de notre dossier et du cadre légal de la démarche nous pousse à croire que **ce que nous avons subi pourrait relever d'agissements de police politique**.

Les faits parlent d'eux même : une librairie indépendante, identifiée pour son catalogue féministe, lesbien, LGBTQIA+ et engagée contre toute forme d'oppression systémique, a été ciblée sur la base d'un signalement opaque, dans un contexte politique hostile, pour une intervention spectaculaire mais juridiquement fragile.

L'objectif ne semble pas avoir été l'application du droit mais l'envoi d'un signal : surveiller, intimider, dissuader. Le flou volontairement entretenu sur les procédures, et le zèle déployé pour une accusation manifestement bancale, contrastent violemment avec l'inaction persistante face à la plainte que nous avons déposée en septembre 2025 pour menaces, dégradations et intimidations. **Cette asymétrie de traitement révèle une utilisation politisée de l'appareil policier et judiciaire, qui vise moins à protéger qu'à contrôler des espaces culturels et militants.**

Une nouvelle étape franchie dans la répression des librairies

Cette perquisition s'inscrit dans un contexte plus large d'attaques répétées et de tentatives de mise au silence visant les librairies indépendantes. Les menaces, dégradations et campagnes de harcèlement — telles que celles subies par Violette and Co à l'été 2025 — sont devenues une réalité pour de nombreuses librairies engagées. À ces violences s'ajoutent désormais des offensives politiques et financières ciblées, comme l'a illustré en novembre 2025 le blocage, à l'initiative de la droite parisienne, d'une subvention destinée à quarante librairies indépendantes dont Violette and Co. Un seuil supplémentaire a été franchi avec cette mobilisation inédite de l'appareil judiciaire.

Les librairies indépendantes sont des espaces de pensée critique, de circulation des idées et de résistance culturelle. À l'heure où les institutions participent de plus en plus ouvertement à des logiques de contrôle idéologique et de répression politique, il est vital de les défendre. Nous appelons à faire circuler largement ces informations et à soutenir concrètement les librairies indépendantes, aujourd'hui en première ligne face à la dérive autoritaire en cours.

From the River to the Sea : un livre de coloriage éducatif

From the River to the Sea : A colouring book est un livre de coloriage éducatif et interactif sur la Palestine créé par l'illustrateur sud-africain Nathi Ngubane et le journaliste Azad Essa, publié en janvier 2024 par la maison d'édition Social Bandit Media, basée entre Johannesburg et New York. Il s'agit d'un livre de coloriage éducatif à destination des enfants et des adultes qui alterne illustration et texte sur l'histoire de la Palestine, de son peuple, de sa terre, de sa culture, de la Nakba, de l'occupation, du génocide, de la résistance et de la solidarité internationale avec le peuple palestinien.

Nous avons décidé de proposer ce livre à la vente, en plein génocide de la population gazaouie, parce que nous avons jugé qu'il s'agissait d'un livre important, bien documenté, porteur d'un idéal de justice et de paix, répondant à des nombreuses demandes que nous avions en librairie et proposant un support pédagogique intéressant aux parents qui souhaitaient aborder ce sujet avec leurs enfants. Nous avons donc décidé de le proposer à la vente sans percevoir de pourcentage sur les ventes, afin que les bénéfices soient entièrement reversés à des associations humanitaires à Gaza.

Comme la maison d'édition, nous déplorons l'avis défavorable à l'importation et à la distribution du livre en France émis par la commission de surveillance et de contrôle des publications pour la jeunesse (CSCPJ) ainsi que son manque de transparence. Nous insistons sur le caractère inédit de cet avis, qui s'inscrit dans un contexte de fortes pressions et d'attaques de la droite et de l'extrême droite sur les librairies proposant des ouvrages critiques sur la Palestine, et qui doit absolument alerter sur la liberté d'expression et de publication.